CASS. COM. 3 MAI 1978
Aff. LABOUCHE c/Soc. UNIPRESSE PUBLICITE

DOSSIERS BREVETS 1978. IV

OBSERVATIONS

sur l'arrêt de CASS. COM. 3 MAI 1978

A joindre à C.A. TOULOUSE 17 JUIN 1976, D.B. 1977, II, 1 et TGI TOULOUSE 21 JUILLET 1975,
D.B. 1976, I, 7

** Les non abonnés en 1977 pourront recevoir sur simple demande, un exemplaire du dossier : UNIPRESSE
c/LABOUCHE.*

OBSERVATIONS SUR L'ARRET CASS. COM. 3 MAI 1978
(par référence au guide de lecture 1977, II, I)

- PROBLEME n. 1 : DROIT DU CESSIONNAIRE D'UN BREVET A EN DEMANDER L'ANNULATION.

- Problème non envisagé

- PROBLEME n.2 : BREVETABILITE DE L'INVENTION DEPOSEE PAR LABOUCHE

- Problème envisagé non plus en termes de caractère industriel mais en termes de nouveauté :

«Attendu qu'ayant constaté que LABOUCHE a utilisé en matière de publicité le procédé «classique» et connu de la sous-impression et observé que le brevet ne revendique d'ailleurs aucune modification de la technique de l'impression, la Cour d'Appel, abstraction faite d'un motif erroné mais surabondant, a pu estimer que l'invention de LABOUCHE comprise dans l'état de la technique n'était pas nouvelle et constituait seulement un emploi nouveau non brevetable»

- PROBLEME n. 3 : CARACTERE ALEATOIRE DU CONTRAT DE CESSION DE BREVET

- Problème envisagé

«Attendu que les juges du fond ont pu considérer que le contrat n'avait pas un caractère aléatoire, ce caractère à défaut de stipulation contraire, ne pouvant résulter que «de la valeur commerciale de l'invention mais non de la validité juridique du brevet»

- PROBLEME n. 4 : SENS DE LA CLAUSE DE NON GARANTIE

- Problème envisagé

«Attendu que c'est par une interprétation souveraine des termes ambigus de l'article 6 du contrat, que les juges du fond ont apprécié que des dispositions restrictives de garantie qu'il contient, n'étaient pas équivalentes à la clause «aux risques et périls» de l'acheteur, au sens de l'article 1629 du Code civil, et qu'elles ne dérogeaient pas au principe selon lequel le cédant doit garantir l'existence juridique du brevet».

COUR DE CASSATION

3 mai 1978

La COUR DE CASSATION, CHAMBRE COMMERCIALE, a rendu l'arrêt suivant :

Sur la requête présentée par le sieur Henri Labouche, directeur commercial, demeurant Le Galinier Auriac (Aude) Mouthoumet,

en cassation d'un arrêt rendu le 17 juin 1976 par la Cour d'appel de Toulouse (1re chambre), au profit :

1° de la SOCIETE UNIPRESSE PUBLICITE société à responsabilité limitée dont le siège est à Paris (2e), 26, rue du 4 Septembre, représentée par son gérant, M. Guibert, demeurant en cette qualité audit siège,

2° du sieur Guibert, pris en son nom personnel, demeurant 26, rue du 4 septembre à Paris (2e),

3° du sieur Pavec, ès qualités de syndic du règlement judiciaire de la Société UNIPRESSE PUBLICITE,

défendeurs à la cassation.

Le demandeur invoque, à l'appui de son pourvoi, les trois moyens de cassation suivants :

Premier moyen : "Violation des articles 1, 6, 7, 8, 9 de la loi du 2 janvier 1968 tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention, de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 modifiée et complétée par les articles 101 et suivants du décret du 20 juillet 1972 pour défaut de motifs et manque de base légale, dénaturation du brevet et des conclusions de Labouche et contradiction de motifs, en ce que l'arrêt a prononcé la nullité du brevet n° 73-06095, au motif d'une part que M. Labouche aurait reconnu dans ses écritures que le procédé qui consiste à imprimer un texte en sous-impresion d'un autre texte imprimé était connu, et, au motif d'autre part que son invention consistait uniquement à utiliser ce texte pour la création d'espaces publicitaires, tandis que dans l'état actuel les surfaces susvisées ne sont pas utilisées sous la forme proposée par le brevet, mais sans apporter une modification quelconque à la technique de la sous-impresion comprise dans "l'état de la technique", alors d'une part, que M. Labouche n'a jamais, dans ses écritures, fait une telle reconnaissance et que le brevet revendique comme nouveau la création d'espaces publicitaires en utilisant tout ou partie des surfaces constituant les publications comme toiles de fond, et alors, d'autre part, que le brevet donne les moyens propres à obtenir le résultat recherché et que l'arrêt y voit une application nouvelle d'un procédé connu" ;

Deuxième moyen : "Violation des articles 1134 et suivants du Code civil et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 modifiée et complétée par l'article 101 et suivants du décret du 20 juillet 1972 pour défaut de motifs et manque de base légale, en ce que d'une part, l'arrêt entrepris a décidé que le contrat de cession n'avait pas un caractère aléatoire, au motif qu'aucune clause ne stipulait ce caractère, alors qu'il résulte de l'article 5 que le cessionnaire reconnaît avoir pris connaissance du dossier qu'il a étudié et de l'avis documentaire, et en ce que d'autre part l'arrêt entrepris a décidé que la société UNIPRESSE n'avait pas fait l'acquisition à ses risques et périls, au motif que l'attitude des parties ne saurait avoir en aucune façon une influence quelconque sur la valeur juridique du brevet, alors qu'il résulte de l'article 6 du contrat que le cédant ne donne aucune garantie autre que celle de son fait personnel" ;

Troisième moyen : "Violation de l'article 1134 du Code civil, 444 du Code de procédure civile, et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, complétée et modifiée par l'article 101 et suivants du décret du 20 juillet 1972 pour dénaturation du contrat de cession, adoption de motifs dubitatifs et de moyens non soumis au préalable au débat contradictoire, et manque de base légale, en ce que l'arrêt a condamné l'exposant à restituer à M. Guibert une somme de 620.000 francs, au motif que cette somme aurait été versée en vue de la cession de brevet ou serait en toute hypothèse sans cause selon les déclarations de l'exposant, alors que, d'une part le contrat de cession prévoit un règlement échelonné du prix fixé à trois millions, entre décembre 1974 et décembre 1976, et que la somme de 620.000 francs a été versée en trois fois entre janvier et juillet 1974, et alors d'autre part que l'exposant n'a pas admis dans ses écritures que le versement de la somme de 620.000 francs serait dépourvu de cause" ;

Sur quoi, LA COUR, en l'audience publique de ce jour ;

Sur le rapport de M. le Conseiller Rouquet, les observations de Me Chareyre, avocat de Labouche, de Me Arminjon, avocat de la société Unipresse Publicité, de Guibert et de Pavec, les conclusions de M. Robin, Avocat général, et après en avoir immédiatement délibéré conformément à la loi ;

Sur le premier moyen, pris en ses deux branches :

Attendu qu'il résulte des énonciations de l'arrêt attaqué (Toulouse, 17 juin 1976) que Labouche a cédé à la société Unipresse Publicité (S.U.P.) dont Guibert était le gérant, le brevet français n° 73-06095 qu'il venait de déposer et qui avait pour objet "la création d'espaces publicitaires en sous-impression" ; que pour le règlement du prix, fixé dans l'acte à 3 millions de francs, cinq billets à ordre à échéances échelonnées ont été signés au nom de la S.U.P. ; qu'en outre Guibert, personnellement, a versé à Labouche 620.000 francs ; que Guibert et la S.U.P. maintenant en règlement judiciaire, ont assigné Labouche en nullité du brevet, et par voie de conséquence, en nullité de la cession du brevet, nullité des 5 billets à ordre et en restitution de ces billets, ainsi que de la somme de 620.000 francs ; qu'il a été fait droit à ces demandes ;

Attendu qu'il est reproché à l'arrêt déféré d'avoir prononcé la nullité du brevet, alors selon le pourvoi, d'une part, que contrairement aux énonciations de la décision attaquée, Labouche n'a jamais, dans ses écritures, reconnu que le procédé consistant à imprimer un texte en sous-impression d'un autre texte était connu et que le brevet revendique comme nouveau la création d'espaces publicitaires en utilisant tout ou partie des surfaces constituant les publications comme toiles de fond, et d'autre part, que le brevet donne les moyens propres à obtenir le résultat recherché et que l'arrêt y voit une application nouvelle d'un procédé connu ;

Mais attendu qu'ayant constaté que Labouche a utilisé en matière de publicité le procédé "classique" et connu de la sous-impression, et observé que le brevet ne revendique d'ailleurs aucune modification de la technique de l'impression, la Cour d'appel, abstraction faite d'un motif erroné mais surabondant, a pu estimer que l'invention de Labouche comprise dans l'état de la technique n'était pas nouvelle et constituait seulement un emploi nouveau non brevetable ;

D'où il suit que le moyen doit être rejeté ;

Sur le deuxième moyen, pris en ses deux branches :

Attendu qu'il est encore fait grief à l'arrêt attaqué d'avoir décidé, d'une part, que le contrat de cession n'avait pas un caractère aléatoire, alors, selon le pourvoi, qu'il résulte de l'article 5 de ce contrat que le cessionnaire reconnaît

avoir pris connaissance du dossier qu'il a étudié et de l'avis documentaire et, d'autre part, que la S.U.P. n'avait pas fait cette acquisition à ces risques et périls, alors, selon le pourvoi, qu'il résulte de l'article 6 du contrat que le cédant ne donne aucune garantie autre que celle de son fait personnel ;

Mais attendu, d'une part, que les juges du fond ont pu considérer que le contrat n'avait pas un caractère aléatoire, ce caractère à défaut de stipulation contraire, ne pouvant résulter que "de la valeur commerciale de l'invention mais non de la validité juridique du brevet" ;

Attendu, d'autre part, que c'est par une interprétation souveraine des termes ambigus de l'article 6 du contrat, que les juges du fond ont apprécié que les dispositions restrictives de garanties qu'il contient, n'étaient pas équivalentes à la clause "aux risques et périls" de l'acheteur, au sens de l'article 1629 du Code civil, et qu'elles ne dérogeaient pas au principe selon lequel le cédant doit garantir l'existence juridique du brevet ;

D'où il suit que le moyen n'est fondé en aucune de ses deux branches ;

Sur le troisième moyen, pris en ses deux branches ;

Attendu qu'il est enfin reproché à l'arrêt déféré d'avoir condamné Labouche à reverser 620.000 francs à Guibert, aux motifs que cette somme avait été versée en vue de la cession du brevet, et que ce versement serait, en toutes hypothèses, sans cause, selon les déclarations/Labouche, alors, selon le pourvoi, d'une part, que le contrat de cession prévoit un règlement échelonné du prix fixé à trois millions de francs, /décembre 1974 et décembre 1976 et que la somme de 620.000 francs a été versée en trois fois, entre janvier et juillet 1974, et, d'autre part, que Labouche n'a pas admis dans ses écritures que le versement de la somme de 620.000 francs serait dépourvu de cause ;

Mais attendu que c'est par une appréciation souveraine des moyens de preuve qui lui étaient présentés que la Cour d'appel a jugé que Guibert avait remis 620.000 francs à Labouche en vue de la réalisation de la cession du brevet" et qu'elle a ainsi justifié sa décision, abstraction faite du motif surabondant critiqué dans la seconde branche du moyen ; que ce dernier doit donc être écarté ;

PAR CES MOTIFS :

REJETTE le pourvoi formé contre l'arrêt rendu le 17 juin 1976 par la Cour d'appel de Toulouse ;

Condamne le demandeur à une amende de mille francs, envers le Trésor public ; le condamne, envers les défendeurs, à une indemnité de mille francs et aux dépens liquidés à la somme de cent franc soixante quinze centimes, en ce non compris le coût des significations du présent arrêt ;

Ainsi fait, jugé et prononcé par la Cour de cassation, Chambre commerciale, en son audience publique du trois mai mil neuf cent soixantedix huit.